

D 50 EL SALVADOR: OCCUPATION MILITAIRE ET FERMETURE DE L'UNIVERSITÉ NATIONALE

Moins d'un mois après son investiture comme nouveau président de la République, le colonel Arturo Molina vient de s'en prendre à l'autonomie universitaire en faisant occuper l'Université de San Salvador.

Le 19 juillet 1972, en effet, l'Assemblée législative recevait communication d'une résolution de la Cour Suprême de justice prise un an auparavant et concernant le caractère anticonstitutionnel des élections des autorités centrales de l'Université nationale. La requête avait été, à l'époque, adressée par l'Association des Professionnels Universitaires dont le conservatisme et l'anticommunisme sont connus, particulièrement dans les milieux de la Faculté de médecine.

C'était l'occasion choisie par les ministres de la Justice (M. Enrique Silva) et de l'Éducation (M. Rogelio Sánchez) pour faire donner lecture devant les députés d'un projet de décret-loi prévoyant :

- l'abrogation de la Loi organique en vigueur à l'Université nationale;
- la destitution des autorités centrales de l'Université, des professeurs et du personnel administratif;
- la fermeture de l'université pour une durée de deux mois;
- la préparation d'une nouvelle Loi organique et la création d'une Commission gouvernementale chargée de suivre la situation universitaire.

Aussitôt après le vote favorable de l'Assemblée législative, la police nationale procédait à l'arrestation, dans la salle même de l'Assemblée, de MM. Rafael Menjivar, recteur de l'Université, et Miguel Angel Sañez Varela, secrétaire général, qui, après avoir été molestés, étaient emmenés au quartier général de la Garde nationale.

M. Luis Ernesto Arévalo, inspecteur général de l'Université, et qui était également présent à la session législative, parvenait à s'enfuir, mais il devait être arrêté à son tour quelques jours plus tard. Pendant que l'armée occupait le campus universitaire, d'autres arrestations avaient lieu: celle de MM. Fabio Castillo Figueiroa, doyen de la Faculté des Sciences et Lettres; Gabriel Gallegos Váldez, vice-doyen de la Faculté des Sciences sociales; Ivo Priamo Alvarenga, directeur du Département des Ressources humaines. Quinze professeurs étaient également incarcérés, parmi lesquels le Dr Meliton Barba, de la Faculté de Médecine et dirigeant national du Mouvement Nationaliste Révolutionnaire. Trois cents autres personnes étaient arrêtées et des perquisitions avaient lieu au siège de syndicats et de partis politiques.

La rapidité de l'intervention du gouvernement du Colonel Molina s'explique par sa décision d'en finir avec une institution connue pour sa liberté de jugement sur la réalité nationale et l'aide qu'elle apportait au processus de changements structurels du pays.

La veille de l'opération, le 18 juillet, un décret de la Justice militaire ordonnait la mise en liberté des militaires impliqués dans la tentative de coup d'état du 25 mars dernier. La mesure était destinée à refaire l'unité de l'armée.

Quelques jours plus tard, le gouvernement comptait également avec l'appui officiel de l'épiscopat national, satisfait de cet effort "contre l'infiltration communiste dans l'Université".